

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/les-francais-payent-la-faiblesse-d-un-etat-qui-n-assure-plus-sa-mission>

Les français payent la faiblesse d'un Etat qui n'assure plus efficacement sa mission régalienne de protection de ses citoyens

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2018

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Les français payent la faiblesse d'un programme politique dont les lacunes en matière de sécurité et de défense avaient été soulignées lors de la campagne présidentielle

par Olivier Damien, Docteur en droit - Commissaire divisionnaire honoraire - Ancien secrétaire général du syndicat des commissaires de police

« Parce qu'Emmanuel Macron et Édouard Philippe, mais aussi les gouvernements qui les ont précédés, ont refusé de voir la réalité en face, il faut donc s'habituer, désormais, à ce que les Français risquent leur vie au détour de la première rue venue.

C'est ce laxisme criminel, mêlé de choix diplomatiques et politiques déplorables, qu'a payé ce jeune homme de 29 ans, tombé samedi soir en plein Paris, sous les coups de couteau d'un islamiste accueilli, il y a quelques années à peine, dans notre pays.

Et ce scénario qui ne cesse de se répéter. Un individu, radicalisé, fiché par les services de renseignement et connu des services de police, qui, circulant en toute liberté malgré une dangerosité avérée, se précipite sur des passants semant la mort sur son passage. Combien de victimes innocentes faudra-t-il encore pour que ceux qui ont en charge la sécurité des Français se décident à prendre des mesures radicales ? Comment ne pas suspecter, chez les hommes politiques actuellement aux affaires dans notre pays, une incompétence qui frise la duplicité ?

Un élément de réponse nous est donné par les nombreuses déclarations effectuées, comme à l'accoutumée, par les membres du gouvernement. Celle du Premier ministre, tout d'abord, qui n'a trouvé d'autre message à faire passer que celui consistant à dire que l'intervention des forces de l'ordre avait évité « un drame plus lourd ». Comme s'il fallait, en fin de compte, se réjouir du bilan consécutif à ce drame. Puis celle de Benjamin Griveaux, porte-parole de ce gouvernement décidément plus doué pour les discours que pour les actes, mais qui a au moins le mérite de lever une partie du voile. En effet, en déclarant que « ceux qui expliquent que des mesures sorties du chapeau suffiraient à régler le problème »... « mentent », il révèle, là, l'impuissance totale dans laquelle se trouvent Macron et Philippe à trouver une solution pérenne et durable aux attentats qui ne cessent de se multiplier. Et les faits sont là, dans toute leur cruauté, pour attester de ce que l'incompétence de ces deux personnages laisse la violence et la terreur s'installer durablement chez nous.

Un certain nombre de mesures, toutes simples, suffiraient pourtant à limiter considérablement les risques. Tout d'abord, un renforcement réel du contrôle de nos frontières, en ciblant particulièrement les ressortissants des pays à risques. En effet, pourquoi le « mélange Tchétchène + radicalisation » n'a-t-il pas entraîné des mesures de surveillance plus importantes à l'égard d'un individu présent dans le collimateur de la police depuis près de deux ans ? En second lieu, en créant une fiche « To », pour menace terroriste, qui

impliquerait des mesures de sûreté adaptées, judiciaires ou administratives à l'encontre des personnes en faisant l'objet. En revoyant, enfin, notre politique de naturalisation et en renvoyant systématiquement dans son pays d'origine tout étranger présentant un risque avéré pour la sécurité publique.

Une fois de plus, les Français payent la faiblesse d'un programme politique dont les lacunes, en matière de sécurité et de défense, avaient été soulignées lors de la campagne présidentielle de Macron. Les plus optimistes pouvaient penser que l'exercice du pouvoir viendrait apporter des réponses rapides et précises à des questions de la première importance, puisque menaçant directement les personnes. Force est de constater qu'il n'en est rien. Que non content de persister dans ses erreurs, Macron nous entraîne irrémédiablement dans la spirale d'une violence aveugle qui sévit désormais au quotidien au coeur de nos villes et nos villages.

»

Source : Boulevard Voltaire

Nous ne pouvons pas compter sur le Président et son Ministre de l'Intérieur pour nous protéger

Le porte-parole du Front national et maire de Beaucaire, Julien Sanchez, écrit dans Valeurs Actuelles :

"Le 12 mai, pendant que les bobos qui luttent contre les attentats avec des bougies s'extasiaient devant la chanson « Mercy » à l'Eurovision, un Français était à nouveau assassiné et 4 autres blessés par un soldat de l'Etat islamique. Khamzat Azimov, naturalisé en 2010, est un Tchétchène arrivé en France au début des années 2000. Surveillé depuis de longs mois par les services de renseignement français, il était fiché S depuis 2016 et a prêté un serment d'allégeance à l'Etat islamique avant de passer à l'acte. Un soldat repéré, surveillé, mais pas mis hors d'état de nuire, faute de volonté politique. Nos gouvernements prétendent combattre les islamistes en les bombardant en Irak ou au Mali... mais c'est d'abord chez nous qu'il faut les neutraliser !

Alors que des solutions pertinentes et de bons sens s'offrent à eux, nos dirigeants préfèrent, hélas, les rejeter.

Emmanuel Macron s'est ainsi opposé à la déchéance de nationalité pour les binationaux islamistes et à l'expulsion des étrangers fichés S. Et pourtant... et pourtant si Radouane Lakdim, l'assassin du colonel Arnaud Beltrame, ou Khamzat Azimov, avaient été déchus de leur nationalité dès qu'ils avaient été fichés S, ils auraient pu être expulsés et nous aurions évité 4 morts à Trèbes et un à Paris, pour ne citer que les attentats les plus récents.

Emmanuel Macron, comme ses prédécesseurs, refuse de réinstaurer la double peine automatique grâce à laquelle chaque étranger qui commettrait un crime contre des personnes, des biens ou l'Etat pourrait être expulsé dans la foulée de son procès. Et pourtant... et pourtant si Mohamed Lahouaiej-Bouhlel avait été expulsé après sa condamnation, prononcée en mars 2016 pour violences volontaires avec arme, 86 vies auraient été épargnées sur la Promenade des Anglais à Nice le 14 juillet 2016.

Emmanuel Macron, comme ses prédécesseurs, refuse de rétablir des contrôles systématiques aux frontières. Et pourtant... et pourtant, si chaque route frontalière avait été surveillée, les terroristes du 13 novembre 2015 n'auraient jamais pu entrer sur le territoire français. Combien de morts aurions-nous évité ? Et, plus important, combien de morts seront évités si ces réformes sont adoptées rapidement ?

Aucune de ces mesures n'a encore été prise. Au contraire, le Président de la République se montre bien naïf face aux islamistes et à leurs amis. Il intègre le « comique » Yassine Bellatar au Conseil des Villes, celui-là même qui animait, en 2015, la soirée de gala de l'association islamiste du CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France). Soirée de gala dont le clou du spectacle consistait à mettre aux enchères un

déjeuner avec Tariq Ramadan, prédicateur islamiste.

Autre complaisance : la nomination, en octobre dernier, de Mohamed Saou comme responsable du parti présidentiel dans le Val d'Oise, qui en avait pourtant été écarté en avril 2017 à cause de sa proximité avec le directeur du CCIF, Marwan Muhammad, et pour avoir défendu Erdogan, le dictateur turc proche des Frères Musulmans.

Gérard Collomb, Ministre de l'Intérieur et ancien maire de Lyon, a, quant à lui, financé avec des deniers publics l'IFCM (Institut Français de Civilisation Musulmane). Le Président de l'IFCM n'est autre que le Recteur de la Grande Mosquée de Lyon, Kamel Kabtane, dans laquelle des salafistes comme Abdelkader Bouziane ou des Frères Musulmans comme Youssef Ibram et Omar Abd Al Kafi ont donné des conférences. Le Pentagone considèrerait d'ailleurs cette Grande Mosquée comme « un des centres de recrutement d'Al-Qaïda en Europe », selon un document du département d'Etat américain révélé par Wikileaks. Peut-on compter sur le Président et son Ministre de l'Intérieur pour nous protéger ? Il me sera permis d'en douter, quand on voit le nombre de mosquées salafistes ou affiliées aux Frères musulmans encore ouvertes dans toute la France et dont le Front National réclame la fermeture immédiate. [...]"

Source : Hebdomadaire Valeurs actuelles/ Le salon beige